

**CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.**

**A R R E T**

n° 122.017 du 5 août 2003

A. 119.638/XI-15.596

En cause :           **la S.P.R.L. RODEN,**  
                          ayant élu domicile chez  
                          Me P. AERTS, avocat,  
                          Coupure 5  
                          9000 Gand,  
  
                          contre :  
  
                          la ville de **MOUSCRON,**  
                          ayant élu domicile chez  
                          Me D. LAGASSE, avocat,  
                          chaussée de La Hulpe 187  
                          1170 Bruxelles.

---

**LE PRÉSIDENT F.F. DE LA XI<sup>e</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 12 avril 2002 par la S.P.R.L. RODEN qui demande l'annulation de la délibération du conseil communal de la ville de Mouscron du 12 novembre 2001, décidant de ne passer aucune convention avec les candidats qui se sont manifestés, par application de l'article 34 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard;

Vu la demande introduite le même jour par la même requérante qui tend à la suspension de l'exécution de cette décision;

Vu le dossier administratif;

Vu le rapport de M. DEROUAUX, premier auditeur chef de section au Conseil d'Etat, rédigé sur la base des articles 93 du règlement général de procédure et 12 et 14 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat;

Vu la notification aux parties du rapport et de l'ordonnance du 8 mai 2003, les convoquant à comparaître le 13 juin 2003 à 9 heures 30;

Entendu, en son rapport, M. VANHAEVERBEEK, conseiller d'Etat,  
président de chambre f.f.;

Entendu, en son avis conforme, M. DEROUAUX, premier auditeur chef de  
section;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12  
janvier 1973;

Considérant que par un courrier du 13 décembre 2002, le conseil de la partie  
adverse a informé le Conseil d'Etat que par deux délibérations des 28 octobre 2002 et  
9 décembre 2002, le conseil communal de la ville de Mouscron avait décidé de retirer  
l'acte attaqué; que cette circonstance prive le recours de son objet et justifie que les  
dépens soient mis à charge de la partie adverse;

Considérant qu'il y lieu d'appliquer l'article 93 de l'arrêté du Régent du 23  
août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat,

#### **D E C I D E :**

##### **Article 1<sup>er</sup>.**

Il n'y a plus lieu de statuer.

##### **Article 2.**

Les dépens, liquidés à 175 euros, sont mis à charge de la partie adverse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XI<sup>e</sup> chambre, le cinq  
août deux mille trois par :

M. VANHAEVERBEEK, président de chambre f.f.,  
Mme VAN HOVE, greffier.

Le Greffier,

Le Président f.f.,

F. VAN HOVE.

J. VANHAEVERBEEK.